

Faut-il défendre le revenu universel ?

LE VENT SE LÈVE | vs1.fr/faut-il-defendre-le-revenu-universel

William Bouchardon

20 mars 2018

Le Vent Se Lève

Accueil Économie Faut-il défendre le revenu universel ?

William Bouchardon

-

20 mars 2018



Parmi les nombreux débats agitant les formations politiques, celui sur le revenu universel est devenu incontournable ces dernières années, alors même que son caractère utopiste n'a cessé d'être mis en avant comme motif de rejet. L'idée a cependant fait son nid au sein de programmes politiques de droite et de gauche un peu partout dans le monde, alors que se multiplient les études à petite échelle organisées par les gouvernements en lien avec des think-tanks, des économistes et des scientifiques de toutes sortes. Ce regain d'intérêt pour une idée vieille de plusieurs siècles ne se comprend qu'au regard des défis socio-économiques titanesques que connaissent les pays dits développés depuis la crise de 2008 : accroissement constant des inégalités, développement du temps partiel, de l'intérim, des stages et de l'auto-entrepreneuriat, inquiétudes liées à la robotisation...

Popularisé en France par la campagne présidentielle de Benoît Hamon, le revenu universel prétend répondre à ces grandes questions tout en simplifiant le fonctionnement bureaucratique de la protection sociale. Il s'agit par exemple de remplacer le minimum vieillesse (débutant aujourd'hui à 634,66€ par mois), le RSA socle (545,48€ par mois sans enfant ni aide au logement), les bourses étudiantes, ou encore les allocations familiales – au travers du versement du revenu universel des enfants à leur parents jusqu'à l'atteinte de la majorité – par un revenu unique versé à tous les citoyens. Par ailleurs, le revenu universel supprimerait la nécessité d'une surveillance permanente, intrusive et coûteuse des bénéficiaires du RSA afin de vérifier qu'ils ne vivent pas en concubinage ou qu'ils ne disposent pas de revenu non déclaré.

« La question du montant précis du revenu universel et des aides sociales supprimées en contrepartie est cruciale s'il on souhaite évaluer l'objectif réel les propositions politiques autour de cette question : s'agit-il avant tout de faire des économies dans le budget de la protection sociale et de forcer davantage d'individus à accepter des « bullshit jobs » ou de mieux répartir la richesse produite en offrant à chacun des moyens suffisants pour mener une vie décente ? »

La transversalité du revenu universel l'a conduit à être récupéré par certains partisans du néolibéralisme, qui y voient une proposition populaire capable de simplifier la bureaucratie étatique et de protéger certaines libertés individuelles, tout en faisant des économies sur les aides sociales versées aux plus démunis, à rebours de la logique émancipatrice qui domine les propositions de revenu universel issues des mouvements critiques du capitalisme. En effet, la question du montant précis du revenu universel et des aides sociales supprimées en contrepartie est cruciale si l'on souhaite évaluer l'objectif réel des propositions politiques autour de cette question : s'agit-il avant tout de faire des économies dans le budget de la protection sociale et de forcer davantage d'individus à accepter des « bullshit jobs » ou de mieux répartir la richesse produite en offrant à chacun des moyens suffisants pour mener une vie décente ? Évidemment, toute question de revenu étant aussi une question fiscale, le revenu universel nous invite à nous interroger sur le fonctionnement et la justice du système d'imposition contemporain : au vu des inégalités actuelles et du fait que même les plus fortunés devraient recevoir un revenu universel, la combinaison de ce dernier avec un système fiscal progressif

– ce qui passe par un nombre de tranches de revenu plus importantes – et une lutte acharnée contre l'évasion et l'optimisation fiscale apparaît comme une condition *sine qua non* du véritable succès du revenu universel.

Sur le papier, un revenu universel d'un montant conséquent constituerait donc bien une véritable révolution du système étatique de redistribution. Il s'agirait ni plus ni moins que du premier pas vers une société libérée de la nécessité de travailler pour survivre, qui garantirait à chacun les moyens de base de son existence *via* cette source de revenu constante, tout en permettant aux individus de la cumuler avec d'autres et de gérer leur vie de manière plus libre. Quiconque souhaiterait refuser un emploi à temps plein pour se consacrer à d'autres activités ou menant une vie instable entre inactivité, bénévolat, stage ou auto-entrepreneuriat bénéficierait alors d'un filet de sécurité sans nécessité de passer par de longues démarches administratives. Les avantages théoriques du revenu universel par rapport au système actuel de protection sociale semblent donc être légion, si tant est qu'il soit d'un montant décent et ne renforce pas la trajectoire toujours plus inégalitaire de la distribution des ressources. Cependant, de considérables questions restent sans réponses précises, en particulier celle du financement, et invitent à relativiser l'intérêt réel du revenu universel dans la conduite d'une politique anti-libérale.

Où trouver le financement ?

Alors que le revenu universel se répand dans les programmes politiques et les études académiques, la question de son financement est encore largement sans réponse : si pratiquement tout le monde s'entend pour que les montants économisés dans la gestion d'un ensemble complexe de prestations sociales et que ceux des aides de base remplacées par le revenu de base y soient dédiés, tout le reste demeure en débat. L'amateurisme de Benoît Hamon sur les détails concrets de la mesure-phare de sa campagne présidentielle démontre la difficulté à trouver un schéma de financement complet pour un revenu véritablement universel d'un montant conséquent. La lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale, tout comme la suppression de certaines niches fiscales se retrouve dans beaucoup de discours, mais à des degrés très variables de détermination et de sérieux suivant les hommes politiques. Une taxe Tobin sur les transactions financières ou la très floue « taxe sur les robots » du candidat PS permettraient peut-être de récolter quelques milliards d'euros mais les comptes n'y sont toujours pas. A titre d'exemple, selon un article de La Tribune, le « revenu universel d'existence » de Benoît Hamon aurait coûté environ 550 milliards d'euros, dont 100 milliards étaient financés ; le reste, correspondant à environ 20 points de PIB, restait à trouver. Que l'on considère l'utopie comme une bonne chose ou non, cette différence hallucinante entre les dépenses et les recettes prévues témoigne en réalité d'une quasi-impossibilité de réunir tant de financements sans couper dans les dépenses sociales de manière draconienne.

En effet, l'utilité réelle du revenu de base dans la lutte contre la pauvreté n'apparaît qu'à partir de montants suffisamment conséquents pour permettre de refuser un mauvais emploi procurant un complément de revenu. En dessous de tels montants – que l'on très schématiquement établit, pour la France, entre le seuil de pauvreté et le SMIC, c'est-à-dire entre 846 euros (lorsque évalué à 50% du revenu médian par simple convention comptable) et 1173 euros net mensuels – la nécessité d'un salaire, même plus faible qu'auparavant, pour survivre, demeure. Dans ces conditions, le revenu universel pourrait éventuellement réduire légèrement la pauvreté mais l'existence d'une « armée de réserve » de bras forcés de vendre leur force de travail contre rémunération n'est pas remise en cause. Or, tant qu'il y aura davantage de demande d'emploi que d'offre, les employeurs seront en position de force par rapport au salarié, et pourraient même forcer ces derniers à accepter des diminutions de leur rémunération au nom de la compétitivité puisque qu'elles seraient désormais compensées par le revenu universel...

Les estimations du think-tank britannique Compass disqualifient catégoriquement les propositions de revenu universel basées sur des montants faibles ou moyens : dans le cas d'un revenu de base mensuel de 292 livres (environ 330 euros) financé uniquement par la suppression de services sociaux

sur conditions de revenu, la pauvreté infantile augmenterait de 10%, celle des retraités de 4% et celle de la population active, de 3%. Voilà pour les versions les plus libérales de revenu universel, démembrant l'État-providence pour offrir une petite part du gâteau à tous au nom de la « flexi-sécurité » ou de quelque autre mensonge néolibéral. La mise en place d'un revenu universel d'un montant similaire (284 livres par mois – environ 320 euros) sans suppression de prestations sociales est évaluée, quant à elle, à 170 milliards de livres (192 milliards d'euros, 6.5% du PIB britannique environ), alors même que le revenu universel des mineurs serait plus faible et que le revenu de base serait comptabilisé dans les impôts ! Le rapport de la Fondation Jean-Jaurès, think-tank adossé au PS, est encore plus angoissant : trois hypothèses sont étudiées (500, 750 et 1000 euros par mois par personne) et le financement d'un revenu universel n'est atteint qu'au prix du démantèlement total de l'État-providence (démantèlement de l'assurance maladie et assurance chômage dans le premier cas, auxquelles s'ajoute les retraites dans le second cas et des prélèvements supplémentaires dans le dernier cas) !

Au terme de cette brève analyse comptable, deux éléments apparaissent indiscutables :

- à moins de n'être d'un montant élevé, un revenu de base ne parviendra ni à réduire significativement la pauvreté, ni à assurer une plus grande liberté aux travailleurs pauvres et un rapport de force plus équilibré entre offreurs et demandeurs d'emploi ;
- un revenu universel élevé ne peut être financé que par la destruction complète de notre État-providence ou par des niveaux de prélèvements astronomiquement hauts, que même le gouvernement anti-capitaliste le plus déterminé aurait peu de chances à faire accepter au pouvoir économique.

« Le revenu universel, entendu dans son sens émancipateur et en complément des prestations existantes, est donc bien encore une utopie que les adversaires du néolibéralisme doivent crédibiliser en proposant des solutions de financements réalistes et concrètes si elle entend le défendre. Faute de quoi, les approximations comptables et les bricolages budgétaires seront autant d'atouts pour les partisans du système économique dominant, qui permettront de décrédibiliser leurs adversaires. »

Dans un document synthétique sur le revenu universel et sa faisabilité, Luke Martinelli, chercheur à l'université de Bath, parvient ainsi à la conclusion suivante : « *an affordable UBI is inadequate, and an adequate UBI is unaffordable* » (un Revenu Universel de Base abordable est insuffisant, un RUB suffisant est inabordable). Le revenu universel, entendu dans son sens émancipateur et en complément des prestations existantes, est donc bien encore une utopie que les adversaires du néolibéralisme doivent crédibiliser en proposant des solutions de financements réalistes et concrètes si elle entend le défendre. Faute de quoi, les approximations comptables et les bricolages budgétaires seront autant d'atouts pour les partisans du système économique dominant, qui permettront de décrédibiliser leurs adversaires. N'importe qui connaissant vaguement les rapports de force actuels, en France comme à l'échelle mondiale, entre patronat et salariat ou entre riches et pauvres, comprendra aisément que le revenu universel est sans doute une proposition trop irréaliste et trop risquée à porter, tant il est loin d'être certain qu'elle puisse devenir hégémonique sans être récupérée par les néolibéraux. Soutenir des combats très concrets comme la hausse du SMIC, la fin du travail détaché ou encore l'accession au statut de fonctionnaires des prestataires de l'État semble être à la fois plus simple et plus sûr ; non pas en raison du caractère utopiste du revenu universel, mais en raison du manque de lisibilité de cette proposition.

Combien d'espairs déçus ?

Admettons tout de même qu'il soit possible de financer un revenu de base conséquent sans couper dans les dépenses sociales. Quelles conséquences concrètes sur le travail et sur la société en général est-on capable d'envisager dans le monde d'aujourd'hui?

Indéniablement, le revenu universel offrirait un certain niveau de protection aux chômeurs, aujourd'hui criminalisés par les médias dominants et forcés de se soumettre à un contrôle des plus autoritaires et dégradants pour la dignité humaine. Cependant, il ne leur procurerait pas nécessairement un emploi. Or, nombre de chômeurs veulent travailler, non pas uniquement pour avoir un salaire ou à cause de la pression psychologique de la culpabilisation permanente de « l'assistantat », mais parce qu'un emploi permet aussi de développer de nouvelles compétences, de faire des rencontres et de participer au bon fonctionnement et à l'amélioration de la société. Dans un contexte de division très avancée du travail, affirmer que le travail permet à chacun de trouver une place qui lui correspond dans la communauté ne relève pas du discours libéral forçant chacun à accepter un emploi au risque d'être exclu, mais bien de l'idéal de coopération et de solidarité humaine qui est censé être le propre des mouvements critiques du libéralisme.

Sans même évoquer la virulence assurément décuplée des critiques d'un « assistantat » généralisé en cas de mise en place d'un revenu universel qui permettrait à beaucoup de se mettre en retrait de l'emploi, les conséquences sur la solidarité de classe risquent également d'être bien moins positives qu'espérées. En facilitant les démissions de ceux qui ne trouvant pas suffisamment de valeur – en terme monétaire, mais aussi de satisfaction psychologique – à leur travail, un revenu universel d'un niveau décent offrirait certes davantage de liberté individuelle, mais cette conquête risque de se faire au détriment de la solidarité entre collègues, employés de la même branche ou même du salariat au sens large. En effet, combien seront ceux prêts à se mobiliser pour exiger de meilleures conditions de travail ou de meilleures rémunérations quand il est beaucoup plus simple de démissionner? Comment espérer l'émergence d'une conscience de classe à grande échelle lorsqu'il sera si simple de pointer du doigt ceux ayant renoncé à l'emploi afin de diviser une population ayant pourtant tant de demandes communes? Au vu de la redoutable efficacité de la stratégie du « diviser pour mieux régner » ces dernières décennies, il s'agit là d'une perspective des plus terrifiantes.

« Les soutiens du revenu universel considèrent qu'une division du travail parfaite, c'est-à-dire dans laquelle les « bullshit jobs » auraient disparus et où le travail serait enfin épanouissant pour tous, peut être atteinte à court terme grâce à l'agrégation des désirs des individus enfin libérés de la contrainte du travail. En bref, chacun pourrait utiliser son temps et son énergie à ce qui lui plaît, et rien d'autre. C'est pourtant là oublier une leçon essentielle de la pensée keynésienne : le marché du travail n'existe pas. »

En réalité, c'est bien la promesse centrale du revenu universel – résoudre la division de l'emploi, entre les jobs qui procurent de la satisfaction et du bonheur et la majorité qui n'en procurent aucune – qu'il nous faut questionner. Les soutiens du revenu universel considèrent qu'une division du travail parfaite, c'est-à-dire dans laquelle les « bullshit jobs » auraient disparus et où le travail serait enfin épanouissant pour tous, peut être atteinte à court terme grâce à l'agrégation des désirs des individus enfin libérés de la contrainte du travail. En bref, chacun pourrait utiliser son temps et son énergie à ce qui lui plaît, et rien d'autre. C'est pourtant là oublier une leçon essentielle de la pensée keynésienne : le marché du travail n'existe pas. En raison des différences de qualification et d'expérience des individus, la flexibilité du facteur travail est très faible, puisqu'il est nécessaire de se reformer ou de reprendre des études avant d'accéder à un nouveau poste. Cela est d'autant plus vrai avec la segmentation du travail très poussée et les durées d'études de plus en plus longues qui caractérisent le monde contemporain. En outre, la reproduction sociale s'exerçant au sein du système éducatif « méritocratique », qui conduit souvent les plus défavorisés à revoir leurs ambitions à la baisse, constitue un frein supplémentaire d'une puissance considérable.

Enfin, le revenu universel se veut une solution à la disparition annoncée du travail, menacé d'extinction par les progrès fulgurants de la robotisation et de l'intelligence artificielle. Outre le caractère très contestable des études faisant de telles prédictions, le nombre de besoins non assurés en termes de services sociaux, la nécessité du développement des pays du Sud ainsi que la transition écologique rendent le travail plus nécessaire que jamais pour améliorer collectivement la société. Ajoutons également que les raisons premières des pertes d'emplois des dernières décennies, les délocalisations

et les compressions de masse salariale pour effectuer le même volume de travail, résultent directement à l'obligation de fournir une rente croissante aux actionnaires au travers des dividendes. Ainsi, plus que la fin du travail, il nous faut peut-être davantage craindre que des emplois mal considérés et mal rémunérés difficilement automatisables ou délocalisables soient abandonnés en raison du revenu universel. Que se passera-t-il demain si la moitié des éboueurs et des agents d'entretien décide de démissionner ? Ferons-nous effectuer ces tâches immensément nécessaires à des immigrés illégaux de manière non déclarée ? A des travailleurs détachés n'ayant pas la chance d'avoir un revenu universel en place dans leur pays d'origine ? Il semble ici que l'amélioration des conditions de travail, des rémunérations et de la reconnaissance de l'utilité sociale de bon nombre d'emplois laborieux soit la seule solution viable, en attendant de pouvoir les automatiser.

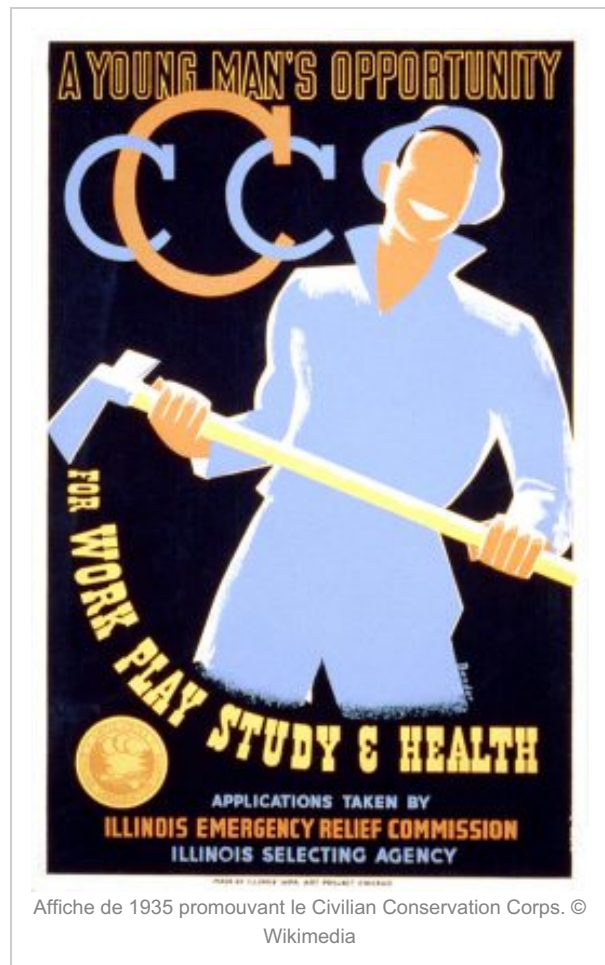
Mieux que le revenu universel ? La garantie universelle à l'emploi

Deux conclusions s'imposent donc :

- la seule forme de revenu universel qui puisse avoir les effets recherchés par les adversaires du néolibéralisme est si coûteuse que pratiquement impossible à financer ;
- le revenu universel, à lui seul, ne suffira pas à répartir le travail plus équitablement, entre chômeurs et victimes du *burn-out*, et à permettre à chacun d'occuper l'activité de son choix.

Cela revient-il à dire qu'il n'existe pas de proposition révolutionnaire crédible permettant à la fois de procurer épanouissement et sécurité financière ? Pas sûr... Une proposition concurrente, quoique différente, au revenu universel cherche à concilier ces objectifs et se révèle plus simple à mettre en œuvre et à financer : la garantie universelle à l'emploi. De quoi s'agit-il ? L'idée, que l'on peut rapprocher de la proposition de salaire à vie de Bernard Friot est simple: l'État propose à tous ceux qui le souhaitent un emploi, rémunéré au salaire minimum, en fonction de leur qualification et des besoins sélectionnés par des objectifs nationaux et les nécessités locales.

L'idée est moins utopique qu'il n'y paraît : à certains égards, les contrats aidés et le service civique constituent déjà deux embryons de garantie universelle à l'emploi. Il s'agit cependant de versions *low-cost* de celle-ci, puisque bien moins rémunérés – entre 580,55 euros et 688,21 euros par mois pour le service civique – et soumises à condition et avec un plafond du nombre de bénéficiaires potentiels. Le seul exemple de grande échelle, couronné de réussite et arrêté en 1942 en raison de l'entrée en guerre des États-Unis, est celui du Civilian Conservation Corps, centré autour de la protection de l'environnement, mis en place par l'administration de Franklin Delano Roosevelt pour lutter contre le chômage de masse à la suite de la crise de 1929. Il employa 3 millions de personnes entre 1933 et 1942 et permit de planter 3,5 milliards d'arbres, de créer plus de 700 nouveaux parcs naturels ou encore de bâtir quelques 40000 ponts et 4500 cabanes et refuges simples pour les visiteurs à la recherche de la beauté de la nature. Au vu des besoins actuels de préservation de l'environnement, la renaissance d'un tel programme constituerait sans doute un projet politique profondément positif susceptible de plaire à des fractions très différentes de la population. Un des conseillers du président



Roosevelt dira d'ailleurs que le programme était devenu « trop populaire pour pouvoir être critiqué ». Non seulement, de tels programmes sont bénéfiques, mais ils le sont sans aucun doute plus que le revenu universel, et ce pour plusieurs raisons majeures.

Tout d'abord, la garantie universelle à l'emploi serait bien moins coûteuse que le revenu universel, puisqu'elle ne concernerait que les chômeurs le désirant et remplacerait pour ceux-ci les allocations chômage. La différence restante serait bien plus simple à trouver que les montants faramineux nécessaires à un revenu universel, même de niveau moyen, et constituerait un bien meilleur investissement que les milliards du CICE, très loin d'avoir créé le million d'emplois promis par le MEDEF étant donné la fuite vers les revenus du capital de la majorité de l'argent investi. En France, employer tous les chômeurs au SMIC coûterait environ 80 milliards d'euros par an, un montant comparable à l'évasion fiscale et qui ne tient pas compte des économies réalisées par l'assurance chômage et les programmes d'économie de l'offre aux effets ridicules sur l'emploi. S'il l'on tient compte des effets d'entraînement de l'économie au travers du multiplicateur keynésien, on peut même espérer une hausse des recettes fiscales importante et rapide!

« L'avantage idéologique est triple : ce programme d'intérêt général, à la fois pour les chômeurs et la société dans son ensemble, ne pourrait être taxé « d'assistantat », ne comporte aucune forme de discrimination à l'embauche puisque ouvert à tous, et permettrait de réduire significativement « l'armée de réserve » utilisée par les employeurs comme chantage à l'emploi pour restreindre les revendications des travailleurs. »

Ensuite, contrairement au revenu universel, elle permet à tous d'avoir un emploi, prenant ainsi en compte la volonté première de la plupart de ceux qui en sont privés, tout en leur offrant une opportunité de gagner en qualification et en expérience. Une garantie universelle à l'emploi répondrait également aux nombreux besoins de main-d'œuvre de la collectivité pour mener des projets d'intérêt général tels que la rénovation thermique, l'aide aux élèves, ou les travaux publics, comme évoqué précédemment. Enfin, l'avantage idéologique est triple : ce programme d'intérêt général, à la fois pour les chômeurs et la société dans son ensemble, ne pourrait être taxé « d'assistantat », ne comporte aucune forme de discrimination à l'embauche puisque ouvert à tous, et permettrait de réduire significativement « l'armée de réserve » utilisée par les employeurs comme chantage à l'emploi pour restreindre les revendications des travailleurs. En permettant d'atteindre le plein-emploi et en éliminant la peur du chômage, la garantie universelle à l'emploi constitue un encouragement à la mobilisation sociale pour un futur meilleur comme le revenu universel ne pourra jamais en fournir.

Au niveau macroéconomique, l'unique critique majeure de la garantie universelle à l'emploi concerne ses conséquences inflationnistes. En effet, en relançant l'activité économique significativement – et si une partie de son financement provient de l'expansion monétaire – la garantie universelle à l'emploi risque de créer de l'inflation. On objectera tout d'abord qu'une hausse de cette dernière ne fera pas de mal, au contraire, alors qu'elle est particulièrement faible depuis plusieurs années, en particulier en Europe, et qu'elle permet artificiellement de réduire la valeur réelle des dettes contractées par le passé, un des problèmes les plus importants des économies contemporaines. Et si l'inflation générée était pourtant trop importante? C'est l'opinion des économistes mainstream se référant à la courbe de Phillips et à la règle de Taylor – qui stipulent toutes deux qu'il existe une relation inversée entre le niveau de chômage et celui de l'inflation (quand le chômage baisse, l'inflation augmente et vice-versa) – et qui voient en la garantie universelle à l'emploi une source d'inflation hors de contrôle, puisque le chômage, variable d'ajustement pour atteindre des objectifs d'inflation, aurait peu ou prou disparu. Comme l'explique Romaric Godin sur Mediapart, les économistes de la Modern Monetary Theory (MMT), principaux théoriciens de la garantie universelle à l'emploi, estiment au contraire que l'ajustement de l'inflation se ferait désormais au niveau des transferts de main-d'œuvre entre jobs garantis par l'État payés au salaire minimum et emplois dans le secteur privé, au salaires variables mais plus élevés en moyenne. Lorsque le secteur privé a besoin de davantage de main-d'œuvre, le nombre d'emplois garantis se réduit mécaniquement puisque beaucoup de travailleurs choisiront un emploi rémunéré

davantage que le salaire minimum, ce qui crée de l'inflation, et vice-versa. Le mécanisme d'ajustement existerait toujours, il ne serait simplement plus basé sur le chômage mais sur le stock d'emplois garantis, qui fournissent au passage nombre de qualifications supplémentaires utiles au secteur privé par la suite, contrairement au chômage qui déprécie la valeur de l'expérience acquise au fur et à mesure que sa durée s'allonge.

La garantie universelle à l'emploi présente par ailleurs un dernier effet intéressant à l'échelle macroéconomique : elle joue un rôle de stabilisateur de l'économie bien plus efficace que les politiques keynésiennes traditionnelles – qui prennent un certain temps à être mises en place – sans même parler des ahurissantes politiques de l'offre pro-cycliques appliquées actuellement. En effet, la garantie universelle à l'emploi permet d'absorber la main-d'œuvre congédiée par le secteur privé dans un contexte économique moins favorable et freine la croissance de mauvaise qualité reposant sur des emplois précaires mal payés en procurant une alternative simple. Le revenu universel ne peut en dire autant.

Les raisons pour soutenir une garantie universelle à l'emploi plutôt que le revenu universel ne manquent donc pas. Les adversaires du néolibéralisme risquent de se casser les dents éternellement sur le problème du financement d'un revenu universel souhaitable, c'est-à-dire d'un niveau au-dessus du seuil de pauvreté et sans coupes dans l'État-providence, ce qui ne peut résulter qu'en perte de crédibilité. Le procès en utopie est sans doute ridicule, mais encore faut-il un minimum de sérieux dans nos propositions si l'on ne veut ajouter de l'eau au moulin. La garantie universelle à l'emploi est, elle, crédible et relativement simple à mettre en oeuvre une fois les besoins fixés, le mécanisme d'affectation établi et les financements récupérés. Ses conséquences sur le rapport de force social entre patrons et salariés, la satisfaction personnelle et l'utilité générale à la société sont infiniment plus positives que celles du revenu universel. On comprendra dès lors pourquoi le revenu universel est soutenu par des personnages comme Mark Zuckerberg ou [Hillary Clinton](#) et non la garantie universelle à l'emploi.

Crédits photos:

Manifestation en faveur du revenu universel à Berne en 2013 dans le cadre d'une campagne de votation nationale en Suisse. © Stefan Bohrer / Wikimedia

https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e9/Basic_Income_Performance_in_Bern%2C_Oct_2013.jpg

<https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/b/b2/CCC-poster-1935.jpg>

ARTICLES CONNEXES PLUS DE L'AUTEUR



Suivez-nous

Twitter

Abonnez-vous à notre newsletter

Nos dossiers



Nos partenaires



la trivial

